Pour une recherche agronomique 100% publique independante et au service de tous les citoyens

Nous sommes candidats aux élections au Conseil Scientifique National (CSN) pour défendre la vocation de service public de l'INRA et promouvoir la collégialité dans la définition des objectifs et du fonctionnement scientifique de l'INRA. C'est pourquoi nous avons décidé de nous présenter dans chacun des secteurs en nous appuyant sur une plate-forme commune que soutient la CGT-INRA.

Depuis 2005, le service public de la recherche subit une remise en question sans précédent. La réduction de la part chercheur et le maintien de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et de multiples agences de financement sur contrats nous font passer beaucoup trop de temps à la recherche et à la justification de financements. La précarité devient le sort nombre grandissant commun d'un personnels. La mise sous pression du personnel par primes et évaluations menace les collectifs de travail et la santé des agents. La course aux publications dénature la production scientifique et en complique la diffusion... Enfin. création des Communautés d'Universités et Etablissements (COMUE) et de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France (IAVFF) sur fond d'austérité et de fusions de labos met en danger l'intégrité nationale de l'INRA et son indépendance vis-à-vis du secteur privé et de l'industrie. L'annonce récente d'une réduction de 19 milliards d'euros du budget l'Etat du **Pacte** de au-travers Responsabilité va encore aggraver cette situation.

C'est dans ce contexte que le CSN peut et doit relayer les attentes des personnels pour des conditions et des orientations de recherches en accord avec son rôle de service public. Nous entendons poursuivre le travail de vigilance et nous nous inscrivons dans la même démarche que lors de la précédente mandature où le CSN a pu exister dans le débat national grâce à la détermination de nos élus et leur défense sans concession d'un service public de qualité. Contre la logique de la recherche en mode tout projet, nous nous sommes en permanence opposés aux métaprogrammes triant les

prétendus « bons et mauvais » projets (ainsi que le fait l'ANR) interdisciplinaires et dont le financement se fait au détriment départements de recherche, véritable ossature scientifique de l'organisme. Plus généralement les élus parrainés par la CGT ont rappelé que la multiplication des évaluations à tous les niveaux desservait une recherche de qualité. Contre la logique de gestion par les primes, ils ont obtenu que le CSN renouvelle en 2013 son avis défavorable à la Prime d'Excellence Scientifique dont les fonds devraient être redistribués à tous les agents. Concernant l'intégrité de l'INRA, à l'initiative des élus, le CSN a émis des avis défavorables aux textes de loi mettant en place l'IAVFF et les COMUE. Les élus ont aussi été à l'origine d'une motion sur l'emploi scientifique et d'une délégation à la session extraordinaire du CoNRS. Les membres extérieurs comme nos élus ont souvent discuté des fondements scientifiques de certains projets. Nous nous réjouissons ainsi que la motion contre tout brevetage des plantes ait été votée par le CSN, puis reprise par le Sénat. Enfin les élus parrainés par la CGT-INRA ont demandé un véritable engagement de l'INRA pour en finir avec la domination des multinationales de l'édition qui pollue l'ensemble de la chaîne de production des connaissances, et ont fait voter une motion en ce sens.

Durant toute cette mandature, les élus n'ont eu de cesse de mettre à l'ordre du jour des points de débat jamais abordés autrement. Sur chacun des dossiers, ils ont défendu une analyse critique argumentée demandant de façon insistante un retour à la collégialité pour définir les orientations scientifiques et le fonctionnement de l'INRA.

Nous proposons de poursuivre le travail déjà engagé en défendant en particulier les positions suivantes :

- 1. redonner aux personnels les moyens de travailler sereinement ;
- 2. s'opposer à toutes les menaces qui pèsent sur l'intégrité de l'INRA;
- 3. obtenir un libre accès de tous les citoyens aux résultats du service public de recherche ;
- 4. se battre contre la précarité ;
- 5. développer le débat critique, la concertation et la démocratie pour décider des orientations scientifiques de l'INRA;
- 6. obtenir que tous les personnels, quelle que soit leur catégorie, soient électeurs et éligibles au CSN, car tous contribuent à la recherche.

Face aux défis auxquels la société doit faire face pour l'alimentation et l'environnement, nous pensons qu'un INRA 100 % indépendant doit être réaffirmé et que les personnels doivent retrouver les moyens de travailler. Le CSN est le seul lieu où la direction de l'INRA ses orientations scienexpose tifiques. L'ampleur des attaques en cours impose de renforcer le rôle de cette instance. La fonction de « contre-proposition » du CSN sera d'autant mieux remplie que les membres élus seront indépendants de la direction attachés à défendre la collégialité des décisions. C'est le sens de leur parrainage par la CGT-INRA.

Candidats se présentant à cette élection au conseil scientifique de l'INRA, porteurs de cette même profession de foi dans chacun des 9 secteurs de vote :

Secteur 1.

Environnement et Agronomie Ecologie des Forêts, Prairies et Milieux Aquatiques Philippe Rozenberg et Jean-Louis Durand

Secteur 2.

Santé des Plantes et Environnement Benoit Facon et Vincent Mercier

Secteur 3.

Biologie et Amélioration des Plantes GEVES

Taline Elmayan et Denis Leclercq

Secteur 4.

Caractérisation et Elaboration des Produits Issus de l'Agriculture

Jean-Michel Salmon et Véronique Planchot

Secteur 5.

Physiologie Animale et Systèmes d'Elevage Juliette Salvaing et Joëlle Dupont

Secteur 6.

Santé Animale et Génétique Animale Harry Archimède et Jean-Luc Widiez

Secteur 7.

Alimentation Humaine Microbiologie et Chaîne Alimentaire Laurent Ferrier et Isabelle Denis

Secteur 8.

Sciences Sociales, Agriculture et Alimentation, Espace et Environnement Mathématiques et Informatique Appliquées

Sciences pour l'Action et la Développement

Joël Chadoeuf et Eric Kernéïs

Secteur 9.

Services d'Appui à la Recherche Administration centrale (Directions d'Appui à la Recherche et Missions)

Christine Mauny et Sabine Delaunay